

« **Changeons le système, pas le climat** », les propositions de la société civile

mardi 11 novembre 2014, par [AGUITON Christophe](#), [COMBES Maxime](#), [PLANCHE Jeanne](#) (Date de rédaction antérieure : 10 novembre 2014).

Ce jeudi 6 novembre, les organisations citoyennes internationales ont présenté leurs exigences et leurs propositions concrètes en matière de lutte contre les dérèglements climatiques à une quarantaine de gouvernements réunis à l'occasion de la PreCOP sociale organisée au Venezuela, quelques semaines avant la Conférence des Nations unies sur le climat (COP20) de Lima.

Du 4 au 7 novembre, le Venezuela a accueilli une réunion préparatoire à la Conférence des Nations unies sur le climat, la Pre COP sociale. Elle a réuni plus d'une quarantaine de gouvernements [1], dont le gouvernement français représenté par Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie, et près de 80 organisations de la société civile internationale [2], dont Attac France mais aussi Friends of the Earth International, Jubilee South, Climate Action Network, la Confédération syndicale internationale, Greenpeace, Grassroots Global Justice, le Third World Network ou encore la Via Campesina.

Une initiative à saluer

Faisant suite à une première réunion internationale organisée en juillet dont était issu un premier document de positionnement, l'initiative est à saluer. En effet, depuis quelques années, dans les négociations internationales sur le réchauffement climatique, les ONG, les mouvements sociaux et écologistes, les syndicats sont souvent cantonnés au rôle de spectateurs et de commentateurs. Leurs propositions sont marginalisées par la place grandissante que donnent les gouvernements aux intérêts économiques et financiers, aux exigences des multinationales. Ce jeudi 6 novembre, lors de cette PreCOP sociale, des organisations sociales et écologistes du monde entier ont donc eu une rare opportunité de présenter et argumenter leurs exigences fondamentales auprès d'une quarantaine de gouvernements.

Les (faibles) objectifs dont vient de se doter l'Union européenne ont ainsi été jugés largement insuffisants au regard des exigences rappelées par le rapport de synthèse publié par le GIEC [3] tout début novembre [4]. Les Etats-Unis ont été interpellés sur la nécessité de débloquer des fonds conséquents pour financer l'atténuation, l'adaptation et la réparation des conséquences des dérèglements climatiques. Quant à l'ensemble des gouvernements présents, ils ont été invités à s'engager à ne pas émettre plus de gaz à effet de serre que ne le permet un budget carbone global visant à ne pas dépasser 1,5°C d'augmentation de la température mondiale d'ici la fin du siècle.

Rejeter les fausses solutions

Si ce budget carbone doit être réparti entre les pays de la planète en tenant compte de leurs responsabilités différenciées et de leur inégale capacité à agir, les organisations de la société civile internationale ont appelé les gouvernements du monde entier à « *transformer les modes de production et de consommation et la matrice énergétique* ». Comme l'affirme le slogan officiel de la PreCOP sociale, il s'agit de « *changer le système, pas le climat* ». Il a été rappelé avec force que les

négociations sur le réchauffement climatique ne doivent pas « conduire à la mise en œuvre de structures, institutions et méthodes qui favorisent les fausses solutions et la financiarisation de la nature, tels que les marchés de carbone, la géo-ingénierie, les dispositifs de REDD et d'agriculture intelligente face au climat ».

Sur la base de ces trois principes (un budget carbone maximal, une transformation profonde des systèmes économiques, le rejet des fausses solutions), quelques propositions concrètes ont pu être mises en exergue : la souveraineté alimentaire et l'agroécologie paysanne contre l'extension de l'agrobusiness ; les énergies renouvelables accessibles et contrôlées par toutes et tous plutôt que l'énergie nucléaire et les hydrocarbures non conventionnels ; la reconnaissance de l'importance de l'implication des jeunes, des femmes, des populations autochtones, et la mobilisation de leurs connaissances et de leurs savoir-faire dans la lutte contre les dérèglements climatiques plutôt que de confier notre avenir aux multinationales et aux technosciences.

Des gouvernements récalcitrants

Face à des gouvernements prompts à répéter qu'il est urgent d'agir mais récalcitrants à entreprendre une transformation profonde des modèles économiques en vigueur, les ONG et mouvements sociaux veulent mettre leurs propositions sur la table des négociations internationales, afin que celles-ci aboutissent à un accord international contraignant, juste et à la hauteur des enjeux. Ils ne sont pas naïfs pour autant. Les ONG et les mouvements savent que ce qu'ils exigent est extrêmement éloigné de ce qui est actuellement négocié. Une situation qui les avait conduit à quitter les négociations à Varsovie en décembre 2013 [5] et qui a amené des centaines de milliers de personnes dans les rues le 21 septembre dernier [6].

La majorité des ONG et des mouvements sociaux présents à la PreCOP sociale sont également conscients des difficultés inhérentes à tout processus de dialogue avec un ou plusieurs gouvernements. Ainsi, le document [7] résumant les propositions qui ont été présentées aux gouvernements le 6 novembre n'a pas encore pu être finalisé, en raison notamment du manque de temps et de l'immixtion du gouvernement vénézuélien dans le processus de rédaction du texte. Pour être cohérents avec les exigences climatiques, ONG et mouvements internationaux ont ainsi proposé de mentionner dans le texte la nécessité de laisser 80% des réserves d'énergie fossile dans le sol, ce qui n'a finalement pas été possible.

Donner plus de poids aux exigences des ONG et des mouvements sociaux et écologistes

Il est à noter toutefois que c'est la première fois que les ONG et les mouvements de la société civile tenaient un rôle de premier plan dans l'agenda et l'organisation de la PreCOP, cette rencontre organisée chaque année en amont de la conférence de l'ONU sur le changement climatique. Même si cela reste à confirmer, il est vraisemblable que certains gouvernements, y compris celui du Venezuela et d'autres pays du Sud, s'appuient sur ce document pour réinjecter dans les négociations internationales, et ce dès la conférence de Lima (Pérou) début décembre, quelques éléments et propositions portées par les ONG et les mouvements.

Par ailleurs, en permettant à des ONG et des mouvements des quatre coins de la planète de se rencontrer, une telle initiative contribue à renforcer leurs expertises réciproques et leurs capacités à prendre des initiatives communes. Provenant d'horizons divers et baignant dans des cultures politiques extrêmement variées, ces ONG et ces mouvements ont pu, pendant plusieurs jours, partager leurs analyses et leurs priorités des mois à venir. Il en ressort une certaine convergence de vue sur la nécessité d'utiliser les échéances à venir - que ce soit les conférences internationales de l'ONU ou les mobilisations thématiques déjà prévues au calendrier - comme des moments visant à renforcer et développer les mouvements pour la justice climatique, afin d'irriguer en profondeur les

sociétés et les populations.

Exigences vis-à-vis du gouvernement français

De son côté, le gouvernement français a salué l'initiative de « dialogue » entre les organisations de la société civile et les représentants de gouvernements présents, tout en se déclarant prêt à prendre des initiatives pour le maintenir en 2015. Annick Girardin a déclaré que le gouvernement ferait une proposition en ce sens à Lima et qu'il était ouvert aux propositions des organisations et mouvements quant au type de processus à mettre en place. Reste à savoir si le gouvernement entend réellement ouvrir des espaces de dialogue avec les ONG et les mouvements internationaux, ou s'il s'agira, comme cela est devenu une habitude, de privilégier le dialogue avec les entreprises privées.

Compte-tenu des insuffisances criantes des propositions qui sont actuellement sur la table des négociations sur le climat, ONG et mouvements internationaux présents à la PreCOP sociale considèrent que cette expérience mériterait d'être renouvelée, dans le respect de leur indépendance et de leurs prérogatives. Cela, afin de nourrir le processus qui doit aboutir à un accord contraignant, juste et à la hauteur des enjeux en 2015 à Paris. Mais c'est surtout une mobilisation internationale d'ampleur qui sera indispensable pour que l'on n'en reste pas au *business as usual* prôné par les gouvernements [8] et le secteur privé. Et, au-delà des propositions présentées aux gouvernements, c'est bien cette mobilisation qui était au cœur des discussions entre mouvements et ONG pendant la Precop sociale au Venezuela !

Maxime Combes, Christophe Aguiton, Jeanne Planche, présent-e-s à la PreCOP sociale pour Attac France

P.-S.

*

<http://blogs.mediapart.fr/blog/attac-france/101114/changeons-le-systeme-pas-le-climat-les-propositions-de-la-societe-civile>

Notes

[1] voir la liste : <http://www.precopsocial.org>

[2] voir la liste : <http://www.precopsocial.org/la-precop/paises-participantes>

[3] http://report.mitigation2014.org/spm/ipcc_wg3_ar5_summary-for-policymakers_approved.pdf

[4] Voir sur ESSF (article 33502), [Changeons le système, pas le climat : Déclaration de Margarita sur le Changement Climatique.](#)

[5] Voir sur ESSF (article 30388), [Climat : les mouvements et ONG quittent les négociations de Varsovie - Explications !.](#)

[6] Voir sur ESSF (article 33503), [Orientation : Après le succès de la marche pour le climat de New York, trois défis pour le mouvement pour la justice climatique.](#)

[7] Disponible sur ESSF (article 33502), [Changeons le système, pas le climat : Déclaration de Margarita sur le Changement Climatique](#).

[8] Voir ici pour le cas français par exemple, disponible sur ESSF (article 33504), [Changement climatique : Au Canada, François Hollande s'assoit sur les recommandations du GIEC](#).